

Avant propos

Comme le souligne le manifeste du parti communiste « les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets ». Il n'en procède pas autrement pour cette brochure que nous soumettons aux débats et à la critique.

Comment en finir avec le système capitaliste ? Comment en finir avec ce système d'exploitation et d'oppression ? Comment en finir avec la bourgeoisie aujourd'hui si puissante et son État « moderne », réel centre de direction des besoins du capital ? C'est par un travail soutenu, mais pas n'importe quel travail, un travail révolutionnaire que nous parviendrons à accumuler assez de forces et à en faire perdre encore plus à la bourgeoisie pour renverser le rapport de force qui est présentement défavorable au prolétariat exploité avec comme perspective la transformation radicale de la société, la révolution.

Pas plus ici qu'ailleurs, les jeunes du prolétariat qui représentent la majorité de la jeunesse ne peuvent longtemps encore mener une politique qui ne soit d'abord l'expression de leurs intérêts. Contrairement aux éléments de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie qui dominent dans le mouvement étudiant et pour lesquelles le rapport à la politique ne s'inscrit que dans les limites du système capitaliste, les jeunes prolétaires doivent au contraire mettre de l'avant comme seule réponse adéquate aux nécessités historiques auxquels ils sont confrontés l'abolition de ce même système et par le fait même mettre en oeuvre dès aujourd'hui les pratiques qui prépareront et permettront ce renversement.

La présente brochure rédigée par des militants et militantes présente les idées du mouvement étudiant révolutionnaire–parti communiste révolutionnaire (MER-PCR). On y retrouve des éléments d'histoire, une analyse sommaire de la conjoncture actuelle au Canada, une analyse du mouvement étudiant de même qu'un certain nombre de perspectives que le MER-PCR met de l'avant dans le mouvement étudiant.

Le mouvement étudiant au Québec des années 1960: des réformes libérales au marxisme-léninisme, en passant par l'indépendance nationale

Dans l'histoire du mouvement étudiant au Québec, on parle peu des idéologies politiques l'ayant traversées et influencées. On s'arrête le plus souvent aux revendications, aux luttes et aux associations. Pourtant, la lutte des classes et les idées politiques vont influencer directement le mouvement étudiant.

Le période de Guerre froide qui suit la deuxième guerre mondiale est une période de tension permanente qui se traduit par des conflits superposés et des crises majeures (Guerre de Corée, Blocus de Berlin, crise des missiles de Cuba, Guerre du Vietnam, etc.). Dans les pays impérialistes, la jeunesse grandit dans un climat de prospérité économique, mais doit aussi faire composer avec les tensions politiques qui traversent le monde. La contestation de l'impérialisme soviétique et de l'impérialisme américain se fait partout sentir. En Europe de l'Est la remise en question de l'impérialisme soviétique prend des formes radicales; révolte en Hongrie (1956), révolte du mouvement ouvrier et étudiant polonais (1950 et 1960), printemps de Prague (1968). Les pays occidentaux ne sont pas en reste, de puissants mouvements anti-guerre se forment contestent les politiques de l'impérialisme en Europe et en Amérique. Dans le tiers-monde c'est la montée du mouvement de libération des peuples. Partout sur la planète, les années 60 seront des années de luttes importantes qui quelques fois menaceront l'ordre capitaliste mondial.

En Chine, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne commencée en 1966 influence aussi les étudiant-es. Que ce soit par le rôle qui y joue la jeunesse ou que ce soit pas les expériences pratiques qui sont menées par les masses. Les « médecins aux pieds nus » qui vont soigner le peuple dans les campagnes, la lutte contre les différentes manifestations du sexisme, la lutte pour réduire les privilèges et contre la division entre travail intellectuel et travail manuel, l'effervescence au niveau des idées et de la culture, tout ça est connu des étudiant-es politisé-e-s. On s'intéresse dorénavant aux classiques révolutionnaires, on lit Marx, Lénine et Mao.

En France, le mouvement de contestation prend une telle ampleur que lors du mois de mai 1968 tout l'ordre social français est bousculé, menacé de tomber lorsque la lutte étudiante rejoint la lutte ouvrière. Le maoïsme fait son apparition en France au début des années 1960 dans le cadre du grand débat idéologique entre l'URSS et la Chine de Mao Zedong sur le révisionnisme moderne. La jeunesse française prend partie pour les thèses chinoises et est amenée à critiquer avec justesse le révisionnisme moderne qui s'incarne en France par le PCF (parti communiste français).

Les militants et militantes qui soutiennent les thèses chinoises quittent le PCF pour aller former en 1965 le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF). D'autres iront former l'UJC-ML (Union des Jeunesses communistes marxiste-léniniste) d'inspiration maoïste et qui est la scission des jeunes communistes du PCF. Très présentes sur les campus, l'UJC-ML et le PCMLF vont jouer un rôle significatif dans le mouvement de Mai 1968 dans ses prises de position contre le PCF, les sociaux-démocrates et pour l'union dans l'action entre les étudiant-es et les prolétaires. À la fin de 1967, les CAL (Comités d'Action Lycéens) se forment pour organiser des manifestations contre la guerre du Vietnam.

Il n'y a pas seulement en France ou cela chauffe, les contestations étudiantes touchent tout l'Occident et même le Japon. En 1966, les étudiants anglais et les étudiantes anglaises luttent contre la hausse des frais universitaires et contre la guerre du Vietnam tandis que l'IRA (Irish Republican Army) reçoit de nombreux appuis de la part de la Nouvelle Gauche anglaise.

En Italie, on assiste à de violentes grèves ouvrières au cours des années 1960. En 1968, un important mouvement d'occupation des universités touche plus de la moitié d'entre elles. D'importants mouvements d'extrême gauche se forment pendant cette période de tumulte social.

En Allemagne, dans la foulée du Mai 68 français, la SDS (Union allemande des Étudiants Socialistes) s'active et se radicalise. De violentes occupations d'universités, des manifestations anti-guerre et contre la réduction des droits civils seront menées en 1966, 1967 et 1968.



**Affrontements sur les
barricades en mai 1968**



(Local du Black Panther Party (for self-defense), 1966)

Aux États-Unis, les années 1960 ont été à bien des égards très contestataires. La création de la SNCC (Student Nonviolent Coordinating Committee) en 1960 contre l'intervention de l'armée américaine dans le monde s'est transformée dans les années suivantes en lutte ouverte contre la guerre du Vietnam. Le SDS (Students for a Democratic Society) formé en 1962 combiné au FSM (Free Speech Movement) de Berkeley en Californie va prendre des proportions importantes en luttant pour la démocratisation des écoles et de la société. On assiste à plusieurs importantes manifestations et à des occupations d'universités notamment en 1967 et en 1968. La lutte que mène les afro-américain-e-s prend aussi de l'ampleur et tend à rejoindre la lutte et les perspectives prolétariennes notamment avec le Black Panther Party créée en 1966.

Les années 60 au Québec

Au Québec, les conflits de travail augmentent, les manifestations violentes de masse se multiplient et s'intensifient à la fin des années 1960. Un exemple parmi d'autres: à Windsor, petite ville ouvrière près de Sherbrooke, se déclenche une grève à l'automne 1968 au cours de laquelle les prolétaires occupent les usines Domtar Pulp Paper de Windsor et d'East Angus et prennent les armes pour déloger la police provinciale et les gardes privés de la compagnie..

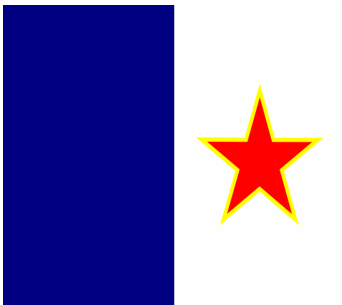
La transition vers les idées socialistes s'effectue graduellement au cours des années 1960. La jeunesse d'après-guerre et la classe ouvrière ayant d'ailleurs appris des grandes grèves ouvrières comme à Valleyfield en 1946, Asbestos en 1949, Murdochville en 1957 et de multiples autres. Ces forces ayant acquis une expérience de lutte très importante contre le régime Duplessis, le clergé et le patronat et va se poser la question de créer une organisation politique défendant les intérêts de la classe ouvrière. Cependant, les forces du moment n'étaient pas encore conscientes du type d'organisation nécessaire.

Des tentatives seront tout de même lancées et on verra apparaître des courants plus radicaux, se réclamant de l'indépendance nationale et une plus grande justice sociale comme le RIN (1960) et le Parti socialiste du Québec (1963) fondé par des syndicalistes et des intellectuel-les.

On observe cette transition avec la mise sur pied des éditions de Parti Pris en 1963 qui se répandent non seulement en milieu étudiant, mais aussi dans les usines et dans les comités de citoyens des quartiers populaires, spécialement à Montréal. Plus marxisant que marxiste, Parti Pris amène le fameux mot d'ordre « Socialisme et Indépendance ». Des revues circulent comme Socialisme créée en 1964 par des intellectuel-les de l'Université de Montréal et la revue Révolution québécoise créée en 1964 par Charles Gagnon et Pierre Vallières, eux-mêmes des exemples de cette radicalisation des années 1960.

L'absence d'idées précises sur la stratégie révolutionnaire à adopter et l'inexpérience de nombreux militants étudiants et de nombreuses militantes étudiantes marquent aussi le mouvement étudiant. On milite pour des revendications immédiates tout en étant en faveur du socialisme et de l'indépendance. On adhère à l'UGEQ (qui est fondée en 1964 pour défendre les intérêts étudiants), mais plusieurs voient ses limites empreintes de réformismes et de corporatismes; certains et certaines veulent s'appuyer sur la classe ouvrière et aller du côté politique pour transformer la société alors que pour d'autres, la démarche politique s'oriente d'abord avec la social-démocratie, les élections et les réformes en voulant lier le mouvement étudiant avec les mouvements syndicaux et populaires pour gagner des sièges socialistes et continuer la lutte dans la rue. D'autres sympathisent avec la lutte révolutionnaire et les actions clandestines comme celles du FLQ fondé en 1963 et qui s'identifie à la grande mouvance de libération nationale comme à Cuba, en Algérie et au Viêt-Nam.

L'arrivée au pouvoir de l'équipe du tonnerre du Parti libéral de Jean Lesage reflète la chute des élites traditionnelles, notamment le clergé, et la montée du libéralisme politique teinté de réformisme nationaliste. Le capitalisme doit se moderniser au Québec, la bourgeoisie francophone en ascension à besoin d'un État national comme levier de développement. Évidemment, pour obtenir le soutien du prolétariat canadien-français, la bourgeoisie devait faire l'espoir du changement et de réformes, dans ce cas là on n'a qu'à penser aux fameux slogans « Il faut que



Drapeau du Front de Libération du Québec, actif de 1963 à 1972.

Charles Gagnon à propos de la fin des années 1960: *Agitation, spontanéisme, désorganisation, etc., on ne va nulle part avec ça. On fait beaucoup de vent, des courants d'air mais, dès que le pouvoir décide de nous démolir, il le fait. Aussi faut-il une organisation politique beaucoup mieux structurée et implantée, c'est cette idée qui va faire son chemin.*

ça change » de 1960 et celui de « Maîtres chez nous » en 1962 qui illustrent cette stratégie pour séduire le peuple

La Guerre du Vietnam jouera un rôle important dans la politisation de la jeunesse. Les groupes étudiants amenés sur le terrain de la mobilisation contre la guerre au Vietnam dans les 2 ou 3 années qui vont précéder 1968 acquièrent une expérience de lutte et une politisation révolutionnaire et internationaliste. Au Québec, l'UGEQ organise le 23 mars 1965 une manifestation devant l'ambassade US où 6000 personnes se présentent pour manifester contre la Guerre du Vietnam et la ségrégation raciale aux États-Unis. Des comités de solidarité avec le Vietnam se forment sur plusieurs campus.

Dans ce contexte, le milieu étudiant connaît une importante lutte durant l'automne 1968. On discute sur les campus de transformer la société québécoise, de lutter contre le colonialisme et l'impérialisme, de soutenir les luttes révolutionnaires dans le monde, en particulier les peuples vietnamiens et palestiniens et de créer des comités politiques dans les quartiers, de créer des liens avec les prolétaires. Évidemment, les revendications officielles de l'UGEQ sont reliées à la démocratisation de l'éducation supérieure pour les masses, mais le mouvement n'est pas uniforme sur la portée de la lutte étudiante, cela va de la social-démocratie timide aux idées révolutionnaires. Plusieurs jeunes du mouvement étudiant du début des années 1960 (comme Bernard Landry) sont devenu-es gestionnaires de l'État-capitaliste et participent à la répression et l'encadrement de la révolte de 1968. La création du PQ en 1968 suscite des adhésions d'étudiant-es, mais aussi des questionnements quant à la véritable intention progressiste du PQ et son nationalisme au service de la bourgeoisie francophone.

La fin des années 1960 est donc marquée par une radicalisation continue du mouvement ouvrier et étudiant, radicalisation teintée de socialisme et de marxisme avec pour conséquence un durcissement du mouvement et une politisation accrue qui vont amener plusieurs étudiant-es à se tourner vers la révolution, vers le communisme. Ils seront nombreux et nombreuses à passer du radicalisme spontané à la nécessité de s'organiser politiquement pour la révolution, en se basant sur la théorie révolutionnaire.



**Affiche des comités
Vietnam de Base, très
présents sur les campus
lycéens et universitaires
en France, 1967)**

La conjoncture actuelle

Chaque époque dans un processus historique, ici comme partout ailleurs, est ponctuée par des points tournants, des moments précis qui mettent les forces révolutionnaires devant de nouveaux problèmes, des questions incontournables qui exigent des réponses sans lesquelles le mouvement dans son entier ne peut progresser.

Nous vivons actuellement une période trouble dans les pays capitalistes développés, période qui trouve sa source dans la crise en développement du capitalisme qui s'est amorcée au milieu des années 70' et qui s'amplifie d'année en année. Cette période se caractérise dans les pays impérialistes par une situation de crise économique larvée, par l'essoufflement des organisations plus combattives des masses, par une crise du réformisme, etc. Dans ce cadre chacun et chacune est appeléE à réagir, et poser des actions qui permettront ou bien de sortir de cette période plus forts et fortes, ou bien d'en sortir plus faibles qu'auparavant.

La bourgeoisie canadienne a bien compris l'enjeu et s'est mise à l'offensive. La bourgeoisie doit agir au risque de perdre sa place dans l'échiquier mondial. Dans les conditions actuelles de crise du capitalisme et de récession elle doit s'aménager un espace favorisant l'atteinte du profit maximum et par conséquent de l'exploitation maximum.

La bourgeoisie a asséné de terribles coups au prolétariat ces dernières années : au plan économique et social, des coupures, des fermetures d'usines, des relocalisations et des restructurations; au plan idéologique, c'est l'éducation bourgeoise et les mécanismes de sélections qui reproduisent les rapports sociaux bourgeois; au plan politique, c'est l'appareil d'État capitaliste qui renforce, contrôle, réprime et domine tous les aspects de la vie.

Pour y arriver, la bourgeoisie a patiemment travaillé à récupérer, intégrer, les syndicats, organisations populaires et la jeunesse à ses projets. C'est ainsi que peu à peu, la direction petite-bourgeoise du mouvement populaire et l'aristocratie ouvrière, une partie du mouvement étudiant, leurs réseaux, leurs organisations, leurs journaux, ont été amenés à jouer le rôle de chiens de garde des intérêts du capitalisme. En utilisant leur position privilégiée ces forces contrôlent et dominent idéologiquement le prolétariat et s'assurent de briser toute velléité d'action révolutionnaire. L'indice de cette récupération peut se voir dans la chute drastique des conflits de travail alors que les lois spéciales et les lock-outs se multiplient. On peut aussi le voir à travers la dépendance financière des organisations face à l'État tout comme chez les fédérations étudiantes devenues de véritables clubs écoles des parti politiques bourgeois.

Mais pour terminer le travail, la bourgeoisie doit encore réussir à éliminer l'une après l'autre toutes les améliorations que le prolétariat a réussi à arracher aux cours des années. Pour atteindre ces objectifs, la bourgeoisie procède de différentes façons : coupures directes, modifications qui rendent inopérantes les mesures en faveur des masses prolétariennes ou bien en laissant pourrir les structures qui en assurent la gestion (les écoles, les hôpitaux, etc.)

On se retrouve ainsi dans la situation où, d'un côté de plus en plus de personnes seront amenées à lutter pour défendre les avancées sociales arrachées de hautes luttes, pour résister aux attaques de la bourgeoisie impérialiste et en viendront possiblement à menacer l'ordre social existant alors que de l'autre, les directions du mouvement ouvrier, populaire et étudiant au lieu de préparer les affrontements à venir rabattent les masses vers le réformisme, l'électorisme, et toutes les autres alternatives politiques qu'offre le capitalisme pour se maintenir.

Il en découle que les syndicats, groupes populaires, associations étudiantes actuelles seront de plus en plus déchirées entre deux voies qui, de moins en moins, peuvent cohabiter et se mélanger : soit exister pour renverser le capitalisme soit exister pour le maintenir.

En l'absence d'une direction révolutionnaire pour le prolétariat, c'est l'orientation de collaboration de classe et le réformisme, qu'il soit modéré ou radical, qui s'expriment « naturellement » comme des représentations des intérêts généraux du prolétariat. Cette politique, ou devrions nous plutôt

dire ces politiques, sont mises en œuvre dans les organisations de défense de la classe ouvrière par les forces annexées par la bourgeoisie et par conséquent représentent les efforts de la bourgeoisie et ses alliés pour influencer et détourner le prolétariat de ses réels intérêts. À plus petite échelle on retrouve ces mêmes courants avec les mêmes objectifs dans le mouvement étudiant.

Cette réalité se constate dans notre façon d'affronter les problèmes majeurs produits par le capitalisme. Nous affrontons les attaques de la bourgeoisie sans être en mesure de réellement faire autre chose que de tenter de conserver certains acquis, sans jamais être capable d'en arracher de nouveaux. Cette façon d'affronter les capitalistes — en improvisant, en ordre dispersé, sans but réel, sans stratégie et sans tactique — n'est pas le fruit du hasard. Cette façon de lutter est le résultat pratique de l'incorporation pendant une longue période, des idées et des méthodes de luttes acceptées et contrôlées par la bourgeoisie dans nos luttes.

Dans la crise générale en cours le réformisme est une politique dépourvue de résultats favorables aux masses. La bourgeoisie impérialiste ne peut satisfaire même les intérêts particuliers des couches de la société qui lui sont pourtant gagnées et, le peu qu'elle est forcée de donner d'une main, elle le reprend avec l'autre. Bref, la période de crise qui s'est ouverte pour la bourgeoisie impérialiste n'est pas une période où elle concède facilement des améliorations. Les prolétaires et les divers mouvements de lutte sont parfois en mesure d'arracher une concession, conserver un avantage mais seulement en mettant en branle des forces importantes dans de dures luttes. Et justement, pour répondre aux attaques de la bourgeoisie, nous devons être en mesure de favoriser l'émergence d'un mouvement combatif ayant l'ampleur requise.

Plus généralement, la conséquence immédiate de cette crise en développement, c'est le divorce de plus en plus grand entre les masses et le mouvement réformiste actuel qui, contrairement au mouvement réformiste de la période d'expansion du capitalisme, ne peut réussir à mettre en place les réformes qu'il propose. Ce divorce se manifeste entre autres par la chute significative de la participation de la jeunesse aux élections bourgeoises. Certes, nous pouvons applaudir à cette régression du mouvement réformiste, mais cela ne doit pas nous faire oublier que plus la crise s'exacerbe et que plus les solutions proposées par les réformistes se révèlent inopérantes, plus la division objective en deux camps antagoniques (prolétariat et bourgeoisie) devient visible et plus les masses seront appelées à se mobiliser sous la direction d'un camp ou l'autre.

L'effet à long terme de la pénétration des idées bourgeoises assimilées par les mouvements de masse a été de remplacer les perspectives révolutionnaires par des perspectives réformistes qui dans les faits sont devenues "l'ordre naturel des choses" et ont été autant de facteurs qui ont immobilisés l'élargissement des luttes, c'est pourquoi libérer le mouvement est une question politique importante à laquelle la jeunesse révolutionnaire doit s'atteler.

La jeunesse et le capitalisme

On compte au Canada 4 400 000 jeunes de 15 à 24 ans. On peut dire que les deux tiers appartiennent au prolétariat. Passés 19 ans, six jeunes sur dix ne sont plus aux études. Malgré cela, et en dépit du fait que le taux d'activités général dans la population a été ces dernières années élevé, le taux d'emploi des jeunes représentait en 2005 que 57,5%. C'est dire que la moitié des jeunes travailleurs et travailleuses gagnent moins de 9\$ l'heure. À vrai dire, 45% de tous et toutes les jeunes qui ne sont plus aux études et qui travaillent à temps plein vivent en deçà du seuil de pauvreté.

De nos jours, être un jeune ou une jeune de moins de 25 ans signifie être plus instruit, gagner moins et être moins susceptible de trouver un emploi stable que les membres de la génération précédente.

Selon un rapport du Congrès du travail du Canada, les travailleurs de 15 à 24 ans gagnaient en 2005, 25 % de moins que ce que gagnaient les travailleurs et travailleuses du même groupe d'âge il y a une génération (en tenant compte de l'inflation).

Un jeune sur six au Canada est une personne issue d'une minorité, et 41 % d'entre eux et elles sont nés et ont étudié au Canada. Malgré une scolarité plus élevée que la moyenne, ce groupe en croissance continue de vivre avec de plus faibles taux d'emploi et des taux de chômage plus élevés que les autres jeunes. De même, les jeunes Autochtones font face à un taux de chômage largement supérieur à la moyenne.

Durant la première moitié de 2005, le taux de chômage des jeunes a été en moyenne de 12,5 % (360 000 jeunes). Soit un peu plus du double du taux de chômage de la main-d'œuvre de plus de 25 ans. Il est frappant de constater qu'aujourd'hui, un-e travailleur-travailleuse en chômage sur trois est jeune.

En plus de sous-employé la jeunesse, le capitalisme à ces dernières années a principalement offert des emplois faiblement rémunérés et peu spécialisés dans le secteur privé des services. Aujourd'hui, ce sont ces emplois qui fournissent habituellement les « points d'entrée » sur le marché du travail aux jeunes adultes qui pour la plupart travaillent dans les secteurs caractérisés par de faibles salaires, peu ou pas d'avantages sociaux en matière de santé ou de retraite et un travail à temps partiel ou un horaire éclaté.

Plutôt que de rapidement améliorer leur situation, un grand nombre de jeunes, y compris ceux et celles qui sont très scolarisés, passent plusieurs années dans une série d'emplois faiblement rémunérés et peu spécialisés.

Les contradictions de classe au sein du mouvement étudiant

Contrairement aux syndicats ou aux groupes populaires auxquels elles s'identifient souvent, les associations étudiantes organisent un groupe social dont la composition de classe est particulièrement hétérogène. Toutes les classes y sont représentées, évidemment de manière disproportionnée par rapport à leur importance respective dans la société. Dans la minorité des jeunes adultes qui aboutiront à l'université, il n'est pas difficile de comprendre que la bourgeoisie est surreprésentée tandis que le prolétariat est sous représenté. C'est précisément un des facteurs qui expliquent la reproduction de ces deux classes, l'accaparement du savoir étant une condition nécessaire à l'occupation des positions de pouvoirs dans la société.

À cette réalité objective, ajoutons-en une autre, subjective celle-là, c'est-à-dire propre aux consciences des étudiants et étudiantes. Notre époque est une époque où les consciences de classe sont beaucoup moins aiguës que dans d'autres périodes de l'histoire du capitalisme ; elles sont mêmes particulièrement émoussées. La bourgeoisie exerce aujourd'hui une écrasante hégémonie idéologique sur l'ensemble de la société et ses représentations du monde évacuent ou plus précisément occultent la réalité des classes sociales. Selon elle, plutôt que d'entrer collectivement, en tant que membre d'un groupe, dans des rapports sociaux conflictuels de domination et d'exploitation, les gens ne sont que de purs individus dont on analyse les trajectoires en termes de réussites et d'échecs. Les repères collectifs s'estompent dans la conscience des prolétaires ; subjectivement, on s'identifie moins qu'autrefois comme faisant partie d'une classe sociale et comme étant lié à son destin collectif. Ce phénomène est encore plus accentué parmi la population étudiante. L'université est perçue comme une passerelle pour s'insérer dans des rangs avantageux de la hiérarchie sociale. Plusieurs enfants de prolétaires y nourrissent de fortes aspirations d'ascension sociale et s'identifient plus volontiers à la bourgeoisie qu'à leur classe d'origine, dont ils et elles veulent s'extraire. Ils et elles ne rêvent pas d'émancipation, mais bien de promotion.

L'hétérogénéité de classes du mouvement étudiant et la forte attraction qu'y exerce la bourgeoisie en déterminent les limites objectives. C'est sans doute le principal facteur déterminant son réformisme. Il n'y a pas au sein du mouvement étudiant d'intérêt commun qu'on puisse traduire en un point d'unité politique fort. Il est condamné à osciller entre des intérêts divergents, contradictoires, sans pouvoir trancher. On peut y militer en s'appuyant sur ses éléments les plus populaires pour mettre de l'avant des points de vue plus progressistes – plus grande accessibilité, soutien financier, etc. –, mais il faudra toujours composer avec d'importants contingents bourgeois et petits-bourgeois qui interdiront d'entrer en rupture avec le capitalisme lui-même. La composition de classe du mouvement étudiant tel qu'il s'organise aujourd'hui (notamment en imitant le modèle ouvrier de la formule Rand) neutralise les volontés de démarcation idéologique forte. Il ne peut donc s'y jouer ouvertement qu'une lutte pour davantage de justice sociale sous le capitalisme, avec des accents plus ou moins radicaux selon les conjonctures, selon les « traditions » militantes implantées dans tel ou tel campus.

Cette réalité on peut la constater à grande échelle lors des affrontements majeurs du mouvement étudiant avec l'État par exemple lors de la grande grève étudiante de 2005 où les assemblées générales pouvaient à la fois prolonger la grève et voter du même coup des propositions condamnant les actions militantes i.e. les actions dites « violentes ». À plus petite échelle, il est commun dans le mouvement étudiant de dire que telle association est plus à « gauche » et que telle autre est plus à « droite ». Dans tous les cas, peu de personnes ont cherché à comprendre l'origine de ces réalités au delà des traditions militantes qui expliqueraient que des étudiants et étudiantes de certains cégeps et universités sont plus militants et militantes que d'autres. La tradition, c'est très mince comme référence et outil d'analyse.

Si ces remarques définissent certaines limites des associations étudiantes comme instrument de lutte, il ne faudrait pas croire que les militants et les militantes y sont pour autant condamné-e-s au réformisme. Toute la question est de savoir quelle vie politique se permet-on d'avoir au-delà du « syndicalisme étudiant » ? Ou autrement dit, dans quelle mesure laisse-t-on le « syndicalisme étudiant » nous imposer ses limites ?

Les limites du mouvement étudiant actuel

Pour beaucoup, la réalité politique s'appréhende essentiellement à travers des catégories telles que « gauche/droite », « radicaux/modérés ». Catégories utiles, certes, mais qui offrent un portrait grossier, du moins très approximatif de la réalité. Elles sont essentiellement relatives, sans contenu ou orientation politiques précis ; elles renvoient à des éléments changeant au gré des flux et reflux de la lutte des classes. Être à gauche, au Québec, en 2008, est-ce que ça signifie la même chose que dans la Russie de 1917, ou l'Espagne de 1936, la France de 1968 ? Et au fait, être à gauche de quoi ?

Pour étayer un projet révolutionnaire, il faut s'armer d'une conception infiniment plus précise de la réalité sociale et politique. Il faut en fait s'appuyer sur une conception scientifique du monde. À cet effet, l'absence, ou la faiblesse de l'analyse de classe dans le mouvement étudiant est un sérieux obstacle à une pratique politique plus avancée, plus ambitieuse. Si on ne comprend pas le caractère multi-classiste du mouvement étudiant, et qu'on se borne à penser la communauté étudiante comme sujet politique, on n'arrivera ni à définir d'objectifs clairs ni à savoir sur quelles forces s'appuyer pour avancer ; bref, il sera impossible de formuler une stratégie révolutionnaire cohérente. Or la confusion en matière de transformation sociale est toujours récupérée par la bourgeoisie, qui elle sait ce qu'elle veut faire de cette société.

Une analyse de classe implique de chercher comment les différents enjeux de société, en éducation comme ailleurs, renferment les intérêts contradictoires, conflictuels de différentes classes sociales ; comment les différentes luttes témoignent d'un problème global, celui de l'émancipation d'une classe face à une autre. Se sentir à gauche et plaider la justice sociale ne suffit pas. Ce qui importe, c'est de bien discerner où passe la ligne de démarcation de cette contradiction et choisir clairement de quel côté on se positionne. C'est à cette condition qu'on peut espérer avoir prise sur la réalité et s'affranchir de la poursuite vaine d'un illusoire « bien commun », pour reprendre une conception social-démocrate aussi répandue que pernicieuse. Qu'on se le dise, entre la bourgeoisie et le prolétariat, il n'y a pas de bien commun, il n'y a qu'un irréductible rapport de domination et d'exploitation. Prétendre le contraire, c'est entretenir la confusion, c'est handicaper le prolétariat dans sa conscience de classe. Pour que la société réalise un bien commun, il faudra d'abord que la bourgeoisie ait été renversée, éradiquée en tant que classe dominante.

Penser les luttes en termes d'intérêts d'une classe précise, et chercher d'abord et avant tout à s'y appuyer, ça évitera également d'en appeler inutilement à la conscience de la dite « société civile », autre concept vaseux du réformisme contemporain. La société civile, ce sont toutes les classes à la fois telles qu'elles s'organisent dans la vie civile, c'est-à-dire en dehors de l'État, et plus souvent qu'autrement ça renvoie à des organisations bourgeoises qui prétendent parler au nom de la société toute entière. Encore une fois, derrière cette façade unitaire, il importe de départager les camps pour construire un projet politique autour de la seule classe qui a véritablement intérêt à se débarrasser du capitalisme, la seule classe « révolutionnaire jusqu'au bout ».

Une des victoires les plus importantes remportées dans l'histoire du mouvement étudiant dans sa période forte, dans le monde capitaliste a été indiscutablement l'élévation politique qui a poussé de nouvelles générations à envisager la lutte sur des bases révolutionnaires et sur une remise en question radicale de la société capitaliste et, indiscutablement cette élévation a été intimement liée au rapprochement d'une frange importante d'étudiantEs au camp de la révolution.

Si on s'arrête sur l'année 1968, on voit partout des luttes commencer par de simples revendications corporatistes et syndicales, mais bien vite elles passent aux luttes politiques qui visent le système capitaliste. Alors les étudiantEs révoltés commencent à chercher la véritable voie de libération débouchant sur une prise de conscience de la nécessité de s'unir avec la classe ouvrière avec une plate-forme idéologique et politique claire. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la montée des organisations marxistes-léninistes qui a succédé à l'irruption du mouvement étudiant.

Pour les militant-e-s du mouvement étudiant, il s'agit plus précisément de dépasser l'idée de construire l'unité autour des intérêts étudiants. Une telle chose n'existe pas. Il faut choisir entre les intérêts du prolétariat en matière d'éducation et ceux de la bourgeoisie. Et il faut les défendre en tant que tels¹.

Que l'on veuille ou non, considérer la formation d'un rapport de force pour gagner une revendication comme une stratégie, c'est ériger en stratégie la nécessité évidente, dans le cadre de toute lutte, de créer un mouvement suffisamment fort pour atteindre les buts fixés, c'est l'abc de la lutte. Mais, c'est aussi une façon commode d'évacuer la nécessité de développer stratégie à long terme, une orientation de fond avec des buts précis et d'accumuler à travers les combats de nouvelles forces. On se contente au contraire de voguer de grève en grève avec parfois des réussites et, trop souvent des échecs. Trop peu souvent on cherche à comprendre les raisons qui expliquent en quoi nos décisions, nos moyens de luttes soient les bonnes décisions et les bons moyens. C'est justement là où se situe un des principaux obstacles qui empêche le mouvement étudiant de réellement se développer et qui se constate à travers les années dans l'incapacité de mener des luttes offensives pour arracher de nouveaux gains et donc d'être toujours placé dans une position défensive en laissant à la bourgeoisie l'initiative de décider des moments où elle va attaquer.

Le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier et syndical

Les faiblesses théoriques du mouvement étudiant s'observent également dans le rapport que trop de militant-e-s espèrent entretenir avec le mouvement ouvrier. Cet espoir trahit une mauvaise compréhension du rôle joué par les syndicats dans cette période de l'histoire du capitalisme. C'est qu'il faudra bien tirer la conclusion suivante : les syndicats sont aujourd'hui un puissant facteur d'adhésion des travailleurs et travailleuses au capitalisme et une force de répression de la combativité ouvrière dans la lutte des classes. Cette erreur prend la forme d'une fétichisation des syndicats, et d'une réduction du mouvement ouvrier à sa forme syndicale. Combien de fois a-t-on religieusement déclaré une volonté d'agir en solidarité avec le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux ? C'est une constante de tous les plans d'action, au moins au sein de la frange de gauche du mouvement, aujourd'hui représentée par l'ASSÉ. Invariablement, cette volonté se ramène au réflexe de tendre de respectueuses perches aux organisations syndicales ou aux quelques regroupements communautaires. On espère tout haut que les syndicats se mettront en lutte, qu'on votera la grève sociale. Il faudra pourtant faire le bilan de cette « solidarité ». Qu'en est-il sorti ? Parfois de très timides appuis officiels au bas d'un communiqué (donnés plus volontiers à la frange de droite du mouvement), la participation à d'infructueuses coalitions où il faut faire tous les compromis, les témoignages de sympathie pour les luttes étudiantes de la part de militants individuels, mais qui ne peuvent engager leur instance, un discours de bon ton lors d'une manifestation, souvent un simple désaveu public puant de paternalisme.

Jamais il n'y a l'ombre d'une véritable lutte menée côte à côte avec les travailleurs et les travailleuses. Toutes les bonnes intentions sont amorties par le tampon bureaucratique des organisations syndicales. Faut-il en donner quelques indices ? La quantité impressionnante de cadres syndicaux, du sommet à la base, qui sont politiquement inféodés au parti patronal qu'est le Parti québécois, et qui ont enterré depuis longtemps la question sociale sous la question nationale. L'intégration des appareils syndicaux au capital financier par l'intermédiaire des fonds d'investissement, les intérêts ouvriers étant désormais plus que jamais soumis à la rentabilité du capital sous prétexte de sauvegarde des emplois. Les exemples qui s'accumulent de conflits de travail dans lesquels les syndicats font passer au travers de la gorge de leurs membres les plus

¹ N'allons pas croire d'après ce commentaire sommaire que nous réduisons l'analyse de classe à la dichotomie bourgeoisie/prolétariat. La question est évidemment plus complexe que cela. Il existe par exemple une autre classe sociale – la petite-bourgeoisie – qui joue un rôle important dans la lutte des classes, et notamment au sein du mouvement étudiant. Par ailleurs chaque classe est fragmentée en différentes couches, en différents secteurs dont les frontières ne sont pas toujours tranchées au couteau, mais qui portent leurs propres contradictions. Toutefois, il n'est pas moins vrai que toutes ces nuances s'articulent autour d'une contradiction centrale, principale, celle qui oppose les deux grands pôles structurants de la société capitaliste que sont le prolétariat et la bourgeoisie.

honteuses compromissions. La passivité devant les lois spéciales de retour au travail, véritable démobilisation des militants syndicaux et des militantes syndicales. La liste pourrait être longue encore.

Faire la jonction entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier est un objectif louable, c'est même un impératif. Mais cette jonction ne doit pas être de pure forme, protocolaire. Elle doit se faire sur des bases politiques appropriées, c'est-à-dire prolétariennes et révolutionnaires, et ceci ne se fera pas par l'intermédiaire des syndicats. Il faut aller directement à la rencontre des travailleurs et des travailleuses, et les organisations pour nous permettre de le faire doivent encore être créées.

Faire sauter les verrous

Parmi les verrous idéologiques les plus lourds qui pèsent sur le potentiel révolutionnaire de la jeunesse étudiante, il y a une série de conceptions tactiques erronées ou limitées. Au niveau de la stratégie – c'est-à-dire au niveau des objectifs globaux, fondamentaux – il faut bien constater que plusieurs militants et militantes se situent du côté de l'avant-garde en se réclamant, avec plus ou moins de précision, de la révolution et de l'anti-capitalisme. Or le chemin qui mène à ces objectifs, qui matérialise au jour le jour la stratégie, est fait de choix, d'étapes, de méthodes, de détours. C'est ce qu'on appelle la tactique, et c'est sur ce chemin tortueux que beaucoup de bonnes intentions se dissipent.

Les principaux écueils tactiques où se heurtent les militant-e-s d'extrême gauche révolutionnaires et anticapitalistes sont l'économisme et l'opportunisme. L'opportunisme, au sens où nous l'entendons, ne renvoie pas nécessairement ni même essentiellement à l'attitude malhonnête d'un carriériste ou d'un bureaucrate qui ferait passer ses intérêts personnels au premier plan même si ce genre d'opportunisme existe aussi, mais ce n'est pas le plus problématique. Il ne s'agit pas d'une attitude morale, mais bien d'une erreur d'analyse politique partagée par des militantes et militants le plus souvent honnêtes et sincères. Si on doit tirer sommairement les traits de cette erreur politique, on dira qu'elle consiste à substituer « les intérêts immédiats aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, la recherche du succès immédiat à la lutte pour la révolution prolétarienne et pour le socialisme », à aplatir la stratégie révolutionnaire par des considérations tactiques à courte vue. Ce concept d'opportunisme, nous le devons aux révolutionnaires du début du XXe siècle, comme Lénine et Rosa Luxembourg, qui analysaient la façon dont la IIe Internationale² s'écartait alors de la voie révolutionnaire et s'enlisait dans le réformisme bourgeois. C'est objectivement une trahison de l'objectif révolutionnaire faite au nom d'impératifs immédiats du processus révolutionnaire.

La forme la plus répandue de l'opportunisme à l'heure actuelle dans le mouvement étudiant pourrait être qualifiée de théorie du radicalisme étapiste. C'est davantage une conception plus ou moins intuitive qu'une théorie, mais suffisamment claire pour qu'on puisse la reconnaître comme tendance partagée par beaucoup de militants et de militantes, qui lui donnent tantôt des teintes libertaires, tantôt marxisantes, parfois simplement syndicales ; plus réfléchie chez les un-e-s, plus empirique chez les autres. Cette conception, c'est celle d'une tactique qui se rapporte essentiellement à un processus de radicalisation des masses (étudiantes ou autres) par les luttes jusqu'à l'éclosion des conditions d'un soulèvement révolutionnaire. Chauffons la marmite, la pression viendra tout à l'heure faire sauter le couvercle. Alimentons le feu, donc, mais surtout, ne l'étouffons pas ! N'allons pas devancer le degré de conscientisation, de radicalisation des masses.

² Fondé en 1889, la IIe Internationale regroupait les partis ouvriers sociaux-démocrates (ce qui signifiait encore à l'époque marxiste et révolutionnaire). Elle connut une grave crise avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, alors que ses principaux partis membres se rangèrent derrière leurs gouvernements bourgeois respectifs, trahissant la révolution en lui préférant l'hécatombe impérialiste. Son aile gauche, animée par les révolutionnaires russes, fit scission pour fonder des partis communistes bientôt regroupés dans la IIIe Internationale.

Pour l'heure, ce qui importe, c'est d'organiser des luttes sur des revendications « concrètes », « réalistes », c'est-à-dire sur les conditions de vie des gens, et d'obtenir des gains, même modestes, voire seulement cosmétiques, pour faire croître la confiance en la lutte sociale. Il faut promouvoir la revendication de droits sociaux, instiller un esprit critique face aux autorités, mettre en lumière des injustices, encourager la combativité. Quand ce long et patient travail de radicalisation aura mûri au point de donner naissance à un véritable soulèvement populaire, alors viendra le temps de parler de révolution, de donner son véritable nom à ce mouvement quasiment déjà accompli, qui se cachait jusqu'alors sous les simples pseudonymes de lutte, de revendications, de réformes ; alors viendra le temps de suggérer une cible précise aux masses en colère, de parler de lutte armée, de renversement de la bourgeoisie, de socialisme ! Mais nous en sommes encore loin !

On voit bien ce que permet ce radicalisme étapiste : concilier une pratique essentiellement réformiste et économiste avec l'adhésion en principe à un horizon révolutionnaire. C'est la façon bon marché d'être d'extrême-gauche, où en fait la révolution devient moins une pratique politique qu'une sous-culture de groupe, avec ses symboles, ses chansons, ses micro-polémiques, ses soirées bien arrosées...

Pour l'heure, on s'absorbe tout entier dans les luttes immédiates, on s'immerge dans le mouvement spontané pour y faire progresser les consciences pas à pas, ici et maintenant, sans se préoccuper vraiment de la destination. On ne clarifie jamais les questions politiques, de stratégie et de tactique, relatives à la révolution, car c'est une perspective qui apparaît toujours comme trop lointaine, trop abstraite. Souvent cela prend la forme d'un mépris pour le débat et la réflexion théoriques au nom des réalités concrètes, d'une dénonciation de l'intellectualisme évidemment petit-bourgeois au profit d'un activisme pur. C'est en bonne partie ce qui explique la pauvreté des luttes idéologiques dans le mouvement étudiant actuel et la stagnation de ses retombées politiques.

La matérialisation de cette conception tactique, c'est le cantonnement du militantisme dans les cadres du syndicalisme étudiant, l'outil de radicalisation des campus. L'association étudiante et l'assemblée générale sont alors le seul horizon ; la prochaine proposition, la prochaine manifestation, le prochain congrès et l'impératif absolu d'y remporter des votes deviennent tout et les perspectives politiques à long terme ne sont plus rien. Pire encore, sous prétexte de vulgariser, d'élargir l'audience, d'être mieux compris, on adopte à qui mieux mieux le vocabulaire de la bourgeoisie, celui qui constitue déjà le discours courant, ambiant, dominant, sans se préoccuper des graves handicaps idéologiques que cela représente dans la (re)construction d'une conscience de classe ; à cet égard, on choisit souvent les chemins plus faciles, trait caractéristique de l'opportunisme. Si des mots comme classes sociales, prolétariat, bourgeoisie, lutte de classe, révolution, socialisme, etc. ont été si efficacement évacués de la conscience du plus grand nombre par les idéologues de la bourgeoisie (journalistes, politiciens, intellectuels), c'est bien la raison pour laquelle il faut impérativement les remettre d'usage, les réhabiliter. On ne se prive pas impunément des outils d'une compréhension scientifique du monde sur lequel on cherche à avoir prise pour le transformer.

Sans travail politique révolutionnaire indépendant – nous entendons par là affranchi des structures associatives multiclassistes, pratiqué sur des bases révolutionnaires explicites et non seulement syndicales –, le syndicalisme étudiant, même « de combat », devient vite un plafond dans le processus de radicalisation. D'une part, c'est un mouvement fortement marqué par les cycles, les flux et reflux de mobilisation et de combativité, le renouvellement de ses membres. Il semble difficile d'assurer autre chose qu'une simple reproduction de ses effectifs militants. C'est que le statut d'étudiante ou d'étudiant est par définition, dans notre société, transitoire. Inévitablement, à plus ou moins long terme selon les parcours, on prend sa retraite du mouvement. Combien sont alors rattrapé-e-s par les effets de leur indifférence face à la responsabilité de constituer des débouchés politiques au militantisme étudiant, des débouchés qui permettent d'envisager des problèmes sociaux et politiques plus larges que les luttes étudiantes immédiates et de rassembler et d'organiser au-delà d'un groupe social aussi restreint ? Ceux et celles qui ont fondé leurs espoirs dans le syndicalisme ouvrier ou le milieu communautaire s'aperçoivent qu'il est autrement plus compliqué d'y être « radical-e » que dans les bastions de la gauche étudiante. Plusieurs



Manifestation étudiante en France contre le contrat de première embauche (CPE)

lâcheront prise, frustré-e-s par un sentiment d'impuissance et d'isolement. D'autres céderont à la pression en rentrant dans le rang d'un militantisme bureaucratique et de collaboration de classes. D'autres enfin se résigneront à offrir au meilleur de leur capacité un soutien à des populations en difficulté, se contentant par là surtout de panser les plaies béantes de la société capitaliste, sans réel espoir d'endiguer le mal par cette intervention sociale.

Mais ce n'est là à la rigueur qu'un problème secondaire. Le plus problématique, c'est que sans travail politique révolutionnaire indépendant, en se cantonnant dans les structures et le langage du syndicalisme étudiant de combat, on gaspille une grande part du potentiel politique que recèle ce mouvement. On s'empêche de cueillir les meilleurs fruits de la radicalisation des masses étudiantes en accumulant des forces pour la révolution.

Malgré toute la résolution qu'on y mettra, la perspective du renversement de la bourgeoisie et de l'édification du socialisme ne se dessine pas dans les quelques années à venir. D'autres s'y sont frottés avant nous, il n'y a pas de raison pour que ça soit soudainement facile. Pourtant, d'ici-là, il est légitime pour les masses de lutter et de revendiquer pour des améliorations à leur sort dans l'immédiat, pour des réformes sous le capitalisme. D'ailleurs, qu'on le veuille ou non, le capitalisme impose des conditions de vie qui fatalement génèrent des irruptions de révoltes, des aspirations à plus de dignité. Ce serait carrément ridicule des les condamner sous prétexte qu'elles sont limitées, qu'elles ne se forment pas spontanément comme aspiration au socialisme. Au contraire, elles sont la racine même de la lutte pour le socialisme.

Car pour nous, la lutte pour des réformes – ou des revendications immédiates – et la lutte pour la révolution et le socialisme ne sont pas renvoyées dos-à-dos, mutuellement exclusives. Il y a un moyen d'articuler les deux, de s'adresser aux besoins pressants des masses sans glisser dans l'opportunisme, sans compromettre les objectifs fondamentaux. Or, les conceptions tactiques dominantes dans les milieux radicaux du mouvement étudiant n'y parviennent pas. Il faut user d'un peu plus d'esprit dialectique, en l'occurrence il apparaît qu'il faut renverser la problématique qui sert de prémisse à la thèse de la radicalisation par étapes.

On a beaucoup prétendu que si les luttes sur les revendications immédiates ont tant de mal à aboutir – la lutte récente sur les frais de scolarité par exemple – c'est qu'on n'avait pas suffisamment tapé sur le clou de la préservation des acquis, et qu'on n'avait pas suffisamment construit le mouvement dans ses formes syndicales et réformistes, rassemblé dans un très large front uni ; qu'on avait même effarouché les consciences sociales émergentes par des propositions « extrémistes », à savoir la gratuité scolaire. Nous croyons plutôt que si le front de la préservation des acquis sociaux recule, et qu'à plus forte raison celui de la lutte pour de nouvelles réformes est frappé d'impuissance, le principal facteur en est l'absence d'un mouvement révolutionnaire un peu significatif.

Quel intérêt le gouvernement a-t-il à donner satisfaction, même partiellement, aux revendications actuelles de l'aile « réformiste radicale » du mouvement étudiant ? Aucun. Pour qu'il s'intéresse à ces revendications, il faudrait qu'il y voit pour lui un moindre mal, un façon d'échapper à pire. Mais à l'heure actuelle, c'est une organisation comme l'ASSÉ qui représente son opposition la plus antagonique dans le mouvement étudiant. Ainsi, quand ça commence à chauffer, il sait très bien s'appuyer sur les fédérations étudiantes qui, au prix de concessions mineures, lui permettent d'isoler et de frustrer l'aile gauche. C'est une dynamique très bien connue des militantes et militants de l'ASSÉ.

La bourgeoisie s'engage dans des réformes sociales par peur de la révolution. L'offensive de la bourgeoisie à l'échelle mondiale depuis deux à trois décennies, qu'on appelle souvent néolibéralisme, correspond aux reflux de la révolution. Voilà l'équation. Et la tendance à renverser.

Le jour où il y aura une frange significative de militants et militantes capables de déployer une agitation-propagande révolutionnaire dans le mouvement étudiant, de construire une opposition radicale aux intérêts de la bourgeoisie, alors le besoin se présentera pour le gouvernement d'isoler cette frange, de lui couper ses appuis.. Et dans la mesure où la répression seule ne suffira pas, qu'il faudra y offrir une réponse politique, c'est vers le mouvement réformiste que l'État devra se

tourner, sur lequel il devra s'appuyer. Et c'est alors que de nouveaux acquis sociaux auront le plus de chance d'être arrachés. Devant une telle conjoncture, un nouveau choix se présentera aux militantes et militants : « consolider » ces nouveaux acquis et servir ainsi de garde-fou au régime capitaliste défaillant ou agrandir la brèche en faisant poursuivre son élan au mouvement révolutionnaire, en le faisant passer à un autre stade.

Vers un nouveau mouvement

En avançant l'idée qu'il est possible de transformer le mouvement étudiant, nous postulons donc qu'il est possible – et nécessaire – de déployer une activité politique révolutionnaire au sein du mouvement étudiant. Pour cela, il y a selon nous plusieurs obstacles à surmonter, qui sont d'abord d'ordre idéologique. Le militantisme étudiant, même dans ses formes strictement syndicales, politise ceux et celles qui l'animent. Il agit sur plusieurs comme un éveilleur de conscience sociale. Rapidement, toutefois, les armes idéologiques (concepts, principes, notions de stratégie et de tactique, etc.) transmises par ce militantisme s'avèrent insuffisantes pour affronter des tâches politiques plus vastes, pour avancer significativement sur le chemin de la révolution.

Il faut donc pallier la relative pauvreté des repères politiques et théoriques spontanément véhiculés par le militantisme étudiant. Or il existe un riche bagage idéologique révolutionnaire auquel on peut puiser, qui s'est accumulé au long des incessantes luttes de classes des deux derniers siècles passés sous la domination capitaliste, et qui fait la synthèse des expériences révolutionnaires les plus avancées. Faire abstraction de cet héritage historique, c'est faire un spectaculaire recul dans la lutte contre la domination bourgeoise et c'est liquider des leçons chèrement payées par les exploité-e-s du monde entier. Il importe au contraire de faire le bilan du mouvement étudiant à la lumière de ces leçons. Nous nous proposons de le faire, sans prétendre pour autant nous être pleinement approprié ce précieux héritage. Demeurons humbles, donc, mais sans éluder nos responsabilités, c'est-à-dire sans avoir peur de se commettre.

Lutter pour transformer un système social nécessite aussi de s'organiser autrement. Cela nécessite de faire le bilan et l'analyse du mouvement actuel, plus que l'état des forces, il faut pénétrer cette matière sociale en mouvement pour en dégager des principes qui nous seront utiles ultérieurement. Il faut comprendre l'évolution ainsi que les différentes tendances qui traversent le mouvement étudiant. Il faut mettre en relief toutes ses idées et tendances pour ensuite déterminer lesquelles servent et viennent renforcer le camp révolutionnaire et lesquelles viennent le diviser et par conséquent lesquelles il faut combattre. Pour avoir un mouvement qualitativement différent de celui qui existe, la question n'est pas tant de former une organisation nouvelle, mais d'unir consciemment à partir de principes et sur des mêmes objectifs, à partir du point de vue révolutionnaire et des aspirations à la révolution, une jeunesse qui est depuis trop longtemps emprisonné par des tendances lourdes dans le mouvement étudiant i.e. le réformisme (radical ou non) et la conciliation de classe.

Les étudiantEs révolutionnaires ne visent pas à faire disparaître les associations étudiantes, leurs instances, etc. Les étudiantEs révolutionnaires luttent contre les courants réformistes qui en emprisonnent le mouvement étudiant et cherchent franchement à organiser, à favoriser, à développer un vaste mouvement de lutte idéologique dans le mouvement étudiant et de ce point de départ, favoriser chez les étudiantEs une nouvelle façon de voir leur implication dans le militantisme étudiant, dans leur façon de s'organiser, de lutter.

Le syndicalisme traditionnel ou de « combat » que l'on veut large et démocratique n'amène rien si les fondations sont basées sur le réformisme. Au nom des intérêts strictement étudiantEs, ce mur d'idéologies, de pratiques et de conceptions isolent et particularisent les étudiantEs et leur confèrent une spécificité qui en fait un groupe à part. Il s'en suit deux mouvements qui s'opposent, qui ne mènent pas le même combat. Le premier réformiste se fixe comme objectif l'amélioration d'une position privilégiée. L'autre, révolutionnaire se fixe comme objectif de s'inscrire dans le mouvement plus général de lutte pour abolir le capitalisme et par le fait même les privilèges.

Nous avons besoin de construire un vaste mouvement, qui en pratique et en théorie s'appuie sur les masses les plus exploitées et opprimées par le système impérialiste. Un mouvement de fond



Mouvement étudiant en Grèce :
Le 6 juin, plus de 12 000 étudiants/iantes universitaires participaient à des manifestations et des assemblées générales d'organisations étudiantes avaient lieu dans 150 facultés regroupant plus de 45 000 étudiants/iantes. De plus, environ 200 facultés étaient occupées mobilisées par près de 140 organisations étudiantes.

qui met en lumière et s'attaque aux causes de cette exploitation et oppression et non seulement aux effets. Nous avons besoin d'un mouvement qui renforce la tendance existante dans la jeunesse qui voit que c'est seulement par l'élimination complète, ici et ailleurs, du système capitaliste qu'il est possible de résoudre les problèmes du peuple. Bref, il faut résolument déployer l'esprit de révolte qui anime les masses exploitées, spécialement dans la jeunesse comme l'ont montré plusieurs moments importants de l'histoire, en l'unissant dans la lutte générale du prolétariat pour faire avancer la lutte révolutionnaire.

En Organisant des jeunes uniEs autour d'un programme révolutionnaire dans un mouvement qui se base sur la mobilisation consciente de la jeunesse et des étudiantEs, qui permet de lutter pour établir pourquoi nous devons combattre et comment le faire.

Ce mouvement nous voulons le construire où se retrouve la jeunesse prolétarienne dans les polyvalentes, cégeps et universités, dans les quartiers populaires et en solidarité avec le peuple. Nous affirmons qu'il faut travailler pour un mouvement étudiant qui s'unisse aux diverses organisations étudiantes démocratiques et anti-impérialistes existantes, pas hypocritement et sans principe, mais par la discussion et la pratique en déterminant ce qui est juste et ce qui est erroné afin de remettre la politique révolutionnaire au poste de commande et qu'enfin le mouvement étudiant ait une politique réellement correcte qui sert le peuple dans son combat contre le système capitaliste.

Nous savons pertinemment bien que notre entêtement à parler de révolution, de critique du système va déplaire aux habitué-e-s des accommodements en faveur de la bourgeoisie. Or pour le prolétariat et tout particulièrement pour les jeunes du prolétariat il ne peut y avoir qu'une seule politique qui vaille, celle de mener la lutte de classe. Cette simple idée, les étudiants et étudiantes révolutionnaires la défendent avec acharnement.

Le travail communiste en milieu étudiant

Aux insuffisances de la tactique de la radicalisation à petit feu, nous opposons la nécessité d'un travail communiste indépendant. Nous postulons qu'il faut non seulement « chauffer » les masses, radicaliser les luttes qui seront toujours spontanément générées par les contradictions constitutives du capitalisme lui-même, mais encore, d'un même souffle et dès maintenant, construire concrètement le camp de la révolution. Il faut non seulement gagner les militants et les militantes à l'idée de révolution, mais les encourager à s'organiser sur cette base.

Pour exister et faire ressortir la force motrice dont les étudiantEs du prolétariat ont besoin, il faut qu'elle trouve une direction, un centre d'agrégation qui ouvre le chemin à une action collective. Ce centre d'agrégation c'est un ensemble de pratiques, le parti et sa ligne politique. La révolution est une démarche de lutte, politique, organisée, dont l'objectif est de détruire cette société dans tous ses fondements et construire le monde nouveau. Sa première étape est la prise du pouvoir d'État, pour donner aux prolétariat les moyens de cette transformation. La révolution nécessite donc une orientation, un programme, une vision de la marche au communisme dans ses différentes étapes. Cela ne peut s'acquérir sans un parti d'avant-garde.

Seul, le mouvement spontané, éventuellement radical et généralisé, peut voir le jour de façon spontanée; pas la révolution. Car les exploité-e-s, dans leur immense majorité, n'envisagent leur avenir que dans le cadre du capitalisme. Leurs luttes s'orientent plutôt vers une meilleure répartition des richesses, une meilleure organisation de la société, sans remettre en cause l'exploitation et la place des producteurs dans la société; elles sont spontanément réformistes.

La colère que provoque l'exploitation, la perte d'emplois, le logement cher, la pauvreté croissante sont la base indispensable au développement d'une politique révolutionnaire. A partir de ces mouvements, les communistes, par leur activité, peuvent amener les travailleurs à en dépasser les limites, à sortir du cadre étroit des rapports immédiats, pour prendre conscience de la nécessité de la transformation de toute la société; du renversement de la bourgeoisie. Dans tous ces combats, orientations réformistes et orientations révolutionnaires s'affrontent.

En ce sens, « faire apparaître » et mettre de l'avant l'intérêt du prolétariat révolutionnaire ainsi que la force qui guide ce dernier dans cette lutte i.e. le parti communiste révolutionnaire c'est le point de départ d'une activité révolutionnaire conséquente. Dans ce travail, une multitude de courants politiques vont venir s'opposer à nous. Ceux-ci ont en commun une incompréhension des masses. Pour cacher leurs propres réticences, ils mettent de l'avant des arguments comme « les étudiantEs ne comprennent pas, les étudiantEs ne sont pas encore prêtEs, il faut radicaliser le mouvement par étape en commençant par les revendications progressistes, puis les réformes, puis la lutte radicale, etc. » chacun de ces arguments met en relief une volonté clairement affichée de ne pas vouloir comprendre le mouvement réel des choses et les besoins du mouvement en général.

Pour rendre notre action politique et pratique plus efficace, il faut avoir une stratégie et des tactiques appropriées. Avoir une stratégie c'est beaucoup plus que d'avoir un philosophie d'organisation. Par exemple on sépare généralement le mouvement étudiant en deux. Un, le plus imposant pour l'instant, est le mouvement étudiant dirigé par les courants réformistes dont le moyen d'action principal est la collaboration de classe avec l'État. L'autre, le plus petit, se revendique du syndicalisme de combat et d'une certaine distance avec l'État. En apparence les deux camps sont bien divisés. Pourtant, si on y regarde de plus près, on réalise rapidement que les deux courants ont une fonction similaire, objective, qui est celle d'empêcher la jeunesse de développer de réelles pratiques d'action se situant à l'extérieur des règles imposées par la bourgeoisie.

Le syndicalisme de « combat » en lui même est une coquille vide si on ne se pose pas la question de quels sont nos combats? Comment les menons-nous? Qui défendons-nous? Les intérêts de qui sont mis de l'avant? Se contenter comme aujourd'hui de s'auto étiqueter de gauche parce que l'on rajoute le mot combat à syndicalisme c'est oublier que 9 fois sur 10 c'est le syndicalisme platement réformiste qui l'emporte. Il est certes positif de ne pas vouloir s'engager dans la collaboration avec l'État, mais cela amène aussi l'obligation de développer une stratégie pour enligner ce choix.

Pour lutter efficacement tant au niveau théorique, politique, économique et revendicatif immédiat, il faut selon nous outiller les étudiantEs avec une compréhension claire de la révolution, du capitalisme, des étapes, des moyens de lutte, toutes ces choses qui nourrissent un mouvement et qui lui permette de se situer, de se transformer. L'existence du Parti et de sa ligne politique donne les conditions matérielles nécessaires pour avancer dans cette direction.

Les étudiantEs révolutionnaires se fixent comme tâche essentielle dans leurs écoles, quartiers, lieux de travail, de faire passer une majorité des étudiantEs, quelle que soit leur origine de classe sur les positions révolutionnaires. La première marche vers ce mouvement c'est la participation effective d'une tranche significative d'étudiantEs à la lutte à plus long terme pour la reconstruction d'un mouvement étudiant sur de nouvelles bases prolétariennes et révolutionnaires.

Pour nous, la construction d'un nouveau mouvement étudiant ou la déconstruction de l'ancien mouvement, doit passer bien plus par une profonde réorganisation politique et idéologique du mouvement et cette reconstruction est elle-même subordonnée à la construction du Parti. Sans un parti fort, puissant il est illusoire de penser organiser un mouvement étudiant très différent de celui qui existe.

Nous avons besoin de construire un vaste mouvement, qui en pratique et en théorie s'appuie sur les masses les plus exploitées et opprimées par le système impérialiste. Un mouvement de fond qui met en lumière et s'attaque aux causes de cette exploitation et oppression et non seulement aux effets. Nous avons besoin d'un mouvement qui renforce la tendance existante dans la jeunesse qui voit que c'est seulement par l'élimination complète, ici et ailleurs, du système capitaliste qu'il est possible de résoudre les problèmes du peuple. Bref, il faut résolument déployer l'esprit de révolte qui anime les masses exploitées, spécialement dans la jeunesse comme l'ont montré plusieurs moments importants de l'histoire, en l'unissant dans la lutte générale du prolétariat pour faire avancer la lutte révolutionnaire.

Pour y arriver, nous devons modifier notre approche au militantisme étudiant en mettant de l'avant les principes révolutionnaires qui permettront de donner vie à un tel mouvement. Les principaux principes qui guident notre action et qui viennent caractériser ce mouvement du réformisme aux positions révolutionnaires sont:

L'anti-capitalisme

Chaque revendication gagnée à l'intérieur de l'ordre actuel n'est rien de plus qu'un gain temporaire et partiel, et bien que nous devons lutter pour conquérir des revendications, des libertés et des droits, nous devons garder comme objectif le renversement du système capitaliste qui domine actuellement dans notre pays et nous devons lutter contre l'État bourgeois pour pouvoir construire une société complètement nouvelle, où plusieurs des problèmes actuels du peuple commenceront à se résoudre de façon permanente et profonde.

Le radicalisme

Il faut chercher à résoudre les problèmes à leur racine, et cela demande de renforcer l'organisation des étudiants et étudiantes en opposition au système économique et politique actuel, et de tout son appareil répressif et ses appareils propagandistes. Nous devons élever les luttes économiques et partielles à des luttes politiques, c'est-à-dire des luttes contre le système qui visent à structurer la société et l'État d'une manière radicalement nouvelle. C'est-à-dire qu'il ne faut pas chercher à faire de petites réformes au système actuel, mais bien à lutter pour construire une société totalement nouvelle, dirigée par les travailleuses et les travailleurs pour le bénéfice du peuple.

Doit combattre le système

Ce n'est pas en s'intégrant au système capitaliste ou en collaborant avec lui que se gagnent les libertés et les droits. Peu importe les bonnes intentions qu'ont certainEs, peu importe le gouvernement. C'est un système qui détermine que des milliers de jeunes doivent être gardésEs en dehors des écoles, que nous devons travailler pour enrichir une minorité. C'est un système qui fait appel aux forces armées et à la police pour réprimer le peuple quand il se lève. Les véritables transformations révolutionnaires prennent place seulement avec la lutte de millions de personnes contre la minorité d'opresseurs qui vont défendre leur système par tous les moyens. Le reste n'est qu'illusions.

Être internationaliste

Les travailleurs et travailleuses des différents pays – qui sont les piliers de la société dans tous les coins du monde – ont de très grandes similitudes et des conditions de vie presque égales. Bien qu'il existe des particularités liées à la domination et l'oppression impérialiste dans diverses parties du monde, celles-ci sont minimes en comparaison des problèmes communs, tandis que les opprimés ont des différences très grandes avec les exploiters de chaque pays. Dans ce sens, tous et toutes les opprimés du monde doivent unir leurs luttes contre leur ennemi commun, en s'alliant avec les masses d'ouvriers, d'ouvrières et de paysanNEs des autres parties du monde, peu importe s'ils et elles parlent espagnol, anglais ou arabe. Les aspirations des peuples du monde sont déjà semblables, bien qu'il faille encore qu'elles se convertissent en la véritable aspiration et la véritable fonction du prolétariat international: être le fossoyeur du vieil ordre et le créateur d'une société nouvelle.

Indépendant de l'État et anti-réformiste

L'État est une machine de répression de la classe dominante contre le peuple. Pour progresser, il faut être clair sur cette question. Il faut clairement refuser toutes les propositions de concertation et de conciliation de classes que l'État actuel cherche à nous enfoncer dans la gorge pour nous contraindre à être participantEs à notre propre oppression. De même, le réformisme doit être combattu car il vise à convertir les organisations étudiantes en un appendice de l'État et à les rendre totalement inutiles pour conquérir et défendre des droits – bref les rendre inutiles pour le peuple, mais fort utiles pour les classes exploiteuses.

Combattre pour une éducation prolétarienne et scientifique de masse

L'éducation doit servir à l'immense majorité du peuple à construire une société indépendante de l'impérialisme et unie aux peuples du monde complet. Scientifique dans le sens qui permet au peuple de trouver la vérité dans les faits au moyen de la recherche de la société et de la nature et

permet de la transformer au bénéfice de l'immense majorité de la population. De masses, dans le sens que toutes les masses du peuple ont accès et ils s'approprient de ce nouveau type d'éducation. Ceci implique combattre depuis aujourd'hui contre l'actuel système, pour une éducation gratuite à tous les niveaux, mais cela implique aussi de combattre par un nouveau contenu de l'éducation en fonction de la libération populaire, étant conscients qu'une éducation vraiment au service du peuple et des masses sera obtenue seulement dans une nouvelle société pour laquelle nous devons combattre.

Les tâches actuelles des communistes dans le mouvement étudiant:

Pour les communistes, l'intervention dans le mouvement étudiant comporte deux grands champs d'intervention. 1) La lutte révolutionnaire pour assurer l'organisation révolutionnaire des étudiants (pour préparer les conditions permettant aux étudiantEs de se lier avec les masses populaires, mener la lutte de classes et faire la révolution) ; et les 2) la lutte pour des revendications immédiates à partir des demandes actuelles des étudiants et étudiantes. Ces deux groupes de tâches sont indissolublement liés, et aucune ne peut être négligée.

Les tâches de la lutte révolutionnaire

Se transformer en militantE étudiantE révolutionnaire signifie mener consciemment la lutte de classes et la lutte révolutionnaire pour faire la révolution. Dans les luttes étudiantes, cela signifie mettre de l'avant, organiser les luttes des étudiants et étudiantes à partir des intérêts de classe du prolétariat et des masses populaires en perspective de faire croître le camp de la révolution.

Dans leur tâche pratique, les militantE ÉtudiantEs révolutionnaires mettent de l'avant la nécessité de la révolution, expliquent aux autres étudiantEs en quoi consiste l'actuel système économique-social, expose les fondements du capitalisme au Canada et son développement, dévoile l'existence de classes sociales et de la lutte de classes, le rôle de l'État, ses institutions et sa relation avec la grande bourgeoisie et l'impérialisme, en démontrant que les améliorations aux bénéfices des masses populaires ne sont jamais donnés par générosité des dirigeants, mais doivent être arrachés au moyen de luttes.

Dans ce même ordre de tâches, il s'agit aussi d'élever la conscience chez les étudiantEs que les luttes étudiantes doivent être liées aux intérêts du prolétariat et du peuple, en expliquant le rôle historique du prolétariat, les succès et les échecs des mouvements révolutionnaires dans le monde, la nécessité d'un parti révolutionnaire et en menant la lutte idéologique contre le réformisme, le révisionnisme et l'opportunisme dans toutes ses expressions, en défense de l'idéologie scientifique du prolétariat : le marxisme-léninisme-maoïsme.

Les tâches dans la lutte revendicative

Les tâches de la lutte revendicative des étudiants incluent l'agitation autour des problèmes conjoncturels qui les affectent, celle que passe naturellement à premier plan pour l'instant, vu le niveau de développement des masses. L'agitation entre les étudiants consiste ce que chaque militantE révolutionnaire prenne part dans les manifestations étudiantes, dans la confrontation entre les étudiantEs et l'État qui tente de freiner le mouvement, dans les luttes motivées par des manques en infrastructure, sur l'enseignement, dans des réformes éducationnelles, dans la dénonciation de l'endettement, etc. Les militantEs révolutionnaires devront apprendre à s'orienter devant ces problèmes, à diriger l'attention vers les abus plus importants et à formuler de manière précise et pratique les revendications.

EN faisant de l'agitation chez les étudiants, en prenant comme base les revendications immédiates, les militantEs doivent aussi apprendre à les mettre en rapport avec la condition impérialiste de notre pays, avec la soumission aux capitalistes, l'exploitation que ceci entraîne sur le prolétariat et le peuple. Ils et elles doivent aussi montrer les effets du capitalisme chez les étudiantEs d'aujourd'hui comme chez les futurEs travailleurs et travailleuses.

Dans tout cadre, la publication des idées révolutionnaires (orientée à la lutte politique) et l'agitation orientée vers la lutte revendicative sont intimement entre elles. Le marxisme en théorie et en pratique a démontré qu'un et l'autre sont indispensables pour le développement de la conscience de classe chez les étudiantEs, dans le prolétariat et dans les masses.

Toutes ces tâches, développées systématiquement et en manière croissante par les militantEs étudiantEs révolutionnaires, permettront d'éveiller la conscience des étudiantEs, les organiser, prouver leurs forces dans les problèmes et les nécessités immédiates, obtenir des concessions partielles et être dans des conditions de défendre les conquêtes.

Les mobilisations étudiantes ont montré le potentiel des luttes revendicatives des étudiants du point de vue révolutionnaire. Avec peu d'organisation et peu d'outils de coordination beaucoup de luttes importantes ont été menées. Il faut maintenant y intégrer de nouvelles traditions de lutte, révolutionnaires.

Le mouvement étudiant a montré qu'il était capable, dans certaines conditions, à lutter durement pour des revendications démocratiques et économiques. Pour ces combats, le mouvement étudiant a utilisé, en particulier, l'arme de la grève pour réclamer des améliorations au régime d'aide financière, pour la gratuité scolaire, etc.

En général, les luttes menées par les étudiants et étudiantes sont spontanées i.e. le mouvement pratique des masses avance alors que sa prise de conscience, son organisation et sa direction marquent un retard important et ne répondent pas aux tâches de l'heure.

Un des enjeux de la période actuelle, est justement la reprise en main par les étudiants et étudiantes de la lutte idéologique, politique, pratique qui permettra l'émergence d'une orientation politique révolutionnaire et prolétarienne chez les étudiants et étudiantes. Cette lutte est propulsée maintenant par des militants et militantes révolutionnaires sincères et sera portée plus loin par l'émergence d'un vaste mouvement étudiant révolutionnaire en mesure de combattre et le capitalisme et mener la lutte révolutionnaire pour le communisme. Sous n'importe quelle forme et dans n'importe quelles conditions, situations, etc. dans les décisions politiques quotidiennes comme dans la lutte, c'est une question de principe pour tout révolutionnaire, toute révolutionnaire, de ne jamais perdre de vue le but final.

Conclusion : Lutter, apprendre et contrôler notre expérience

Dans la période actuelle, le MER-PCR entend jouer le rôle de noyau révolutionnaire actif dans le mouvement étudiant. Ce noyau s'emploie de manière conséquente à favoriser l'émergence chez les étudiants et étudiantes d'un véritable courant de lutte de classe.

Nous considérons en être, compte tenu du niveau actuel de nos forces et des conditions générales qui prévalent aujourd'hui, au début d'un long processus qui s'amorce avec l'obligation de déployer largement la propagande révolutionnaire dans le mouvement étudiant.

Bien sûr, il existe des organisations, réformistes, anarchistes qui prétendent toutes mener la lutte contre le capitalisme. Certaines d'entre-elles sont plus anciennes, mieux établies dans le mouvement étudiant et possiblement plus influente aussi. Mais aucune n'a démontré jusqu'à présent une réelle volonté à former et organiser le mouvement étudiant de façon différente de celui qui existe présentement.

Pour l'instant, et compte tenu de nos forces, ce que nous combattons ce sont les tendances et groupements, les idées et conceptions liées à la bourgeoisie, au réformisme, etc. En mettant de l'avant la perspective révolutionnaire. Les moyens pour accomplir ce travail sont l'agitation et propagande communiste, l'intervention communiste indépendante dans les luttes revendicatives justes.

Nous interviendrons dans ces luttes en soulignant l'importance d'une direction idéologique claire ayant des perspectives claires. Pour nous cette direction se retrouve dans le parti communiste révolutionnaire

Dans notre Participations à la lutte étudiante nous lutterons pour conserver toute notre autonomie vis-à-vis des associations étudiantes en visant plutôt à descendre plus bas dans le mouvement, vers les larges masses étudiantes dans les cégeps, universités et polyvalentes.

Nous encouragerons systématiquement les étudiants et étudiantes à s'organiser et lutter autour du point de vue communiste et révolutionnaire dans le mouvement étudiant en cherchant toujours à séparer l'intérêt du prolétariat de l'intérêt bourgeois et ce, quelque soit le niveau de mobilisation ; en faisant prévaloir l'intérêt collectif et à long terme du prolétariat sur les intérêts sectoriels et à court terme ; en menant des luttes qui correspondent aux intérêts du prolétariat et des masses populaires, qui unifient le camp de la révolution et divisent le camp de la bourgeoisie.

Nous entendons lutter dans le mouvement étudiant contre toute conception ou tendance à fonder son action sur les libertés que la bourgeoisie consent. L'accumulation des forces révolutionnaires ne peut se faire dans le cadre des procédures et des libertés inscrites dans les constitutions de la bourgeoisie. Celles-ci ne valent que dans la mesure où elles sont utiles à la bourgeoisie pour conserver son pouvoir et garder soumis le prolétariat et les masses populaires.

Nous chercherons à mener l'attaque contre la bourgeoisie et l'État capitaliste et faire de chaque lutte un problème d'ordre public, un problème politique qui débouche sur la lutte pour le socialisme et le pouvoir prolétarien

Nous favoriserons l'utilisation des moyens de luttes les plus variés qui s'appuient sur la mobilisation la plus large. En général, les luttes étudiantes, en dehors des manifestations nationales, demeurent trop souvent circonscrites aux institutions en grèves ce qui fait en sorte que le mouvement en arrive à se couper jusqu'à un certain point de l'ensemble de la société. Il faut au contraire viser une participation massive et travailler vers l'extérieur plutôt que de demeuré-es prisonniers et prisonnières de nos cégeps, universités et polyvalentes.

Souhaiter la révolution, c'est nécessairement y travailler dès maintenant et dans ce combat qui paraît si lointain aujourd'hui, la jeunesse révolutionnaire est appelée à jouer un rôle de premier plan. C'est pourquoi le MER invite les étudiants et étudiantes, les militants et militantes de la jeunesse qui sont globalement d'accord avec ces perspectives, à construire avec nous le mouvement révolutionnaire étudiant, réponse des jeunes du prolétariat au mouvement étudiant actuel, dominé par le réformisme.